

Brèves d'info 25

Bulletin d'informations du Syndicat FO - DGFIP 25 Libre et indépendant
Février 2011 e-mail : fo.025@dgfip.finances.gouv.fr

Avertissement

Vous ne lirez rien sur les voyages gratuits de MAM, rien sur le dernier Sarkozy-show, rien sur les frasques de Berlusconi, rien sur l'exil forcé de Ben Ali et Moubarak

Mais lisez plutôt .



Secrétaire Départemental : François CHATEAU
DRFIP QVP - 03 81 25 20 38

Un gros ou un petit souci, une question n'hésitez pas à le contacter...par courriel ou par téléphone.

Sommaire du numéro

Pages 1 et 2 : année électorale ! des élections, des syndicats pourquoi faire ?

Page 3 : pourquoi un épisode neigeux vire à la débandade

Page 3 : Flash local spécial Contrôle Fiscal

Page 4 : La dynamique équipe FO DGFIP 25

Page 4 : Le travail gratuit c'est fini ! ! !

Page 4 : ça bouchonne à l'accueil des SIP du Département ! que fait bison futé de Bercy....

Page 4 : Bulletin d'adhésion

(*existe aussi en version dématérialisée, encore plus beau et en couleurs)

2011 : Année électorale ! Des élections, des syndicats pourquoi faire ?

Ce n'est pas que nous y pensons tous les matins, en nous rasant, surtout pas nos charmantes camarades féminines du bureau de FO DGFIP 25, mais en octobre et/ou en décembre de cette nouvelle année se tiendront les premières élections syndicales dans le cadre de notre administration fusionnée (comité technique local et commissions administratives paritaires locales).

L'heure n'est pas encore à la profession de foi mais bien au rappel de l'urgence pour tous les employés des Finances publiques de pouvoir s'appuyer sur des syndicats forts, légitimés par « l'onction » des urnes, face à une administration de plus en plus dure. Car l'heure est bien à la protection des droits des salariés et à un syndicalisme de combat.

Le syndicalisme d'accompagnement ou de cogestion de la boutique DGFIP a montré ses limites. (Nous nous refusons à nous instituer en conservateurs d'un champ de ruines et de cautionner la politique de baisse des effectifs)

Assez des chartes à répétition, des subtilités de langages, des Slogans sigles jamais suivis d'effets, assez de bonnes paroles prodiguées pour anesthésier l'assistance, assez de blagues indécentes « les indicateurs ne sont plus la priorité ». Accepter d'entrer dans le jeu de ce « dialogue social » ou la parole s'épuise à ne rien dire, dans l'espoir ou l'espérance de limiter les dégâts, et encore quelle est la marge de manœuvre d'un Directeur Régional des Finances Publiques de classe exceptionnelle actuellement, c'est selon l'expression consacrée, appliquer un pansement sur une jambe de bois !

Les suppressions d'emplois prévus pour 2011 et les départs en retraite sur le seul département du Doubs, ils approchent au total pour les deux filières réunies les 70 emplois, ce qui est considérable, permettent de mesurer l'ampleur de la déflagration à venir. Pour reprendre les termes d'un précédent article « la négative attitude », nous pensons que les conditions de travail sont la cause des dérives, pétages de plombs, et autres joyusetés survenues récemment dans les services. La personnalité des Responsables du Commandement (le carré magique...) n'est pas seule en cause, il serait vain de focaliser sur les personnes. Les dérives à la « **France télécom** », car il faut penser au pire pour s'en prémunir, doivent s'analyser en termes structurelles.



La souffrance au travail n'en est qu'à ses premiers effets. Le pire est devant nous !

C'est dans ce contexte que situeront les enjeux de la prochaine consultation électorale.

Assurément tous, nous devons nous en convaincre, les prochains motifs pour saisir les syndicats seront bien plus graves qu'auparavant, et l'action syndicale par conséquent ne se cantonnera plus au traditionnel appel de notation, liste de délégation, ou recours pour mutations. Autrement dit le bon déroulement de la carrière. *Suite page 2*



A ajouter à vos favoris : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/025/>

FO

le syndicat qui est NET



(Suite de la page 1) Le présent et hélas le futur de notre administration découle de la politique de casse des services publics ! Destruction d'emplois, empilement des réformes cache-misère, puis **mise en application de loi sur la mobilité (licenciements déguisés)**, externalisation de certaines charges. La méthode est connue, les loups sont à nos portes. Qu'on se rapporte, à titre d'illustration, aux pôles emplois ou les employés « gèrent » des portefeuilles de 180 demandeurs d'emplois, quand on leur promettait un accompagnement de 60 dossiers au maximum.

Le temps du fonctionnaire œuvrant à l'abri de son statut a vécu, et chacun d'entre nous doit en avoir conscience. Il n'y a pas de réponses individuelles adaptées à la nouvelle situation, le salut passe par une solidarité certaine. Quel meilleur support et canal qu'une organisation syndicale en ordre de combat pour traduire et porter haut cette solidarité de raison et d'intérêts. Mais rien ne sera possible sans la capacité de réaction de chacun d'entre nous, syndiqués ou pas.

Au rythme frénétique et croissant des suppressions d'emplois, à FO DGFIP 25 nous sommes convaincus, que nous nous rapprochons à grands pas du précipice. Non seulement des dysfonctionnements de services sont inévitables, au désagrément des usagers « clients » (voir l'article sur les accueils) mais la tension entre collègues, entre collègues et encadrement, entre collègues et usagers se traduit par la démotivation et pire l'appréhension de venir au travail (étymologiquement, et pour montrer que cela peut servir de lire « la princesse de Clèves et d'avoir une culture classique, *tripalium* l'instrument de torture en forme de trident dans le monde romain est à l'origine du mot travail).

Aujourd'hui être un syndicat responsable, contrairement aux dires des membres de ce gouvernement, c'est être un syndicat résistant, de combat, d'action.

Car l'offensive tout azimut a commencé :

- L'augmentation des non-titularisations des agents!
- Licenciements de contrôleurs stagiaires ou d'inspecteurs élèves au cours de leur scolarité
- Le management : ses grandes messes (Réunionnites à tout va devant les Directeurs Interrégionaux ,Convention de Cadres A, CODIR, COSTRAT, COPIL, atelier du contrôle fiscal...), ses gros mots menteurs.
- Les nouveaux sigles pullulent comme M.M.R (Mission, Maitrise des Risques) qui est l'anti MMA : plein de blablas, plein de tracasseries... pour les responsables de services qui subissent de plein fouet les suppressions d'emplois...

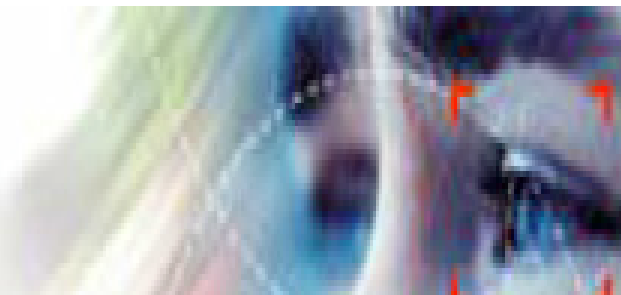
Imaginez-vous dans quelques années, dans votre service, 5 au lieu de 10, 1 au lieu de 2 dans votre bureau, représentez vous le physiquement, spatialement, car c'est bien ce qui nous attend !

Il existe des tabous. Levons-les ! Il n'a échappé à personne que les suppressions d'emplois n'étaient pas vraiment équitablement répartis. La centrale, les services rattachés, comme Copernic par exemple, les directions quelquefois, ne pâtissent pas des mêmes coupes. **Il y a des agents en trop paraît-il mais pas de directeurs de trop...** Il n'existe pas de structure sanctuarisée paraît-il. Chiche !

Ceux d'entre nous, qui sont entrés dans notre administration, au millénaire dernier, peuvent témoigner que le directeur des écoles accueillait les agents en leur tenant le discours suivant : Les deux piliers de notre administration sont le secret professionnel et la convivialité.

Alors battons nous ensemble pour la défense de nos droits, de nos salaires, de nos carrières et de notre dignité !

à FO DGFIP 25, nous sommes prêts !



De votre côté, à vos côtés.

UN NOUVEL EPISODE « HIVERNAL » DE LA REFORME GENERALE DES POLITIQUES PUBLIQUES (R.G.P.P)

FO démêle le VRAI du FAUX

POURQUOI UN SIMPLE ÉPISODE NEIGEUX VIRE-T-IL À LA DÉBANDADE ?

Article paru dans FO Hebdo et sur le site de la confédération FO le 10 décembre 2010.

Pour FO, les explications embarrassées du gouvernement sur la pagaille qui a touché, mercredi, les franciliens en disent long sur l'incurie de sa politique de démantèlement du service public.

Pourquoi un petit épisode neigeux a viré mercredi au cauchemar en Ile de France pour des milliers d'usagers des routes et des transports publics franciliens? Pour justifier le chaos, le Premier ministre, a revêtu hier soir les habits d'un piètre avocat général en désignant un coupable : Météo France. Il a reproché aux prévisionnistes de ne pas avoir été assez précis puisqu'ils avaient annoncé 5 cm de neige alors qu'il est tombé 12cm à Paris et 20cm dans certains endroits.

De quoi faire sortir de leurs gonds les syndicats. «C'est scandaleux!», tempête le secrétaire général de la fédération FO de l'Équipement et des Transports, Jean Hédou, qui ne décolère pas contre ce qu'il considère comme «une forfaiture à l'égard des services publics des prévisions météorologiques dans le but de faire oublier la politique de rigueur du gouvernement. Et pour cause, Météo France avait bien annoncé la veille les chutes de neige abondantes qui allaient s'abattre le lendemain sur le bassin parisien. En témoigne son bulletin de vigilance «orange» diffusé mardi et prévoyant un «épisode pluvio-neigeux avec un risque marqué de pluies verglaçantes de l'est des Pays de Loire à l'Ile-de-France et à la Champagne». Et dans lequel il était précisé qu'en région parisienne «la couche de neige atteindra jusqu'à 10 cm localement». Certes, la recherche d'un bouc émissaire est bien commode pour apaiser la colère des automobilistes franciliens bloqués mercredi et une partie de la journée de jeudi dans leurs véhicules par la neige et le verglas. «Elle vise surtout à masquer pour le gouvernement les méfaits de sa politique en matière de services publics, y compris ceux de Météo France» explique Jean Hédou, «Pourquoi alors avoir supprimé les centres territoriaux de Météo France? s'interroge-t-il ainsi.

Sur l'entretien et l'exploitation du réseau routier, FO dénonce la réduction continue des crédits budgétaires orchestrée dans le cadre de la RGPP et qui ont entraîné la suppression de moyens humains et matériels (abandon du déneigement préventif d'une bonne partie de la voirie, baisse de la fréquence des patrouilles de sécurité sur les routes...). Pour le responsable syndical, «au moment où le Chef du gouvernement s'amuse à désigner des coupables, Il omet de mentionner ainsi que son budget 2011 prévoit encore une baisse de 30% des crédits affectés à l'entretien des voies pour faire face aux intempéries». Sur la gestion chaotique de la situation mercredi, FO met en cause aussi le démantèlement des anciens services de l'Etat et le placement de l'ensemble de la sécurité routière sous la tutelle d'un ministère de l'Intérieur, dont la prévention n'est pas sa tasse de thé, (contrairement au ministère des transports qui en avait auparavant la charge et l'expérience). «Envoyer des véhicules blindés de la gendarmerie pour secourir les naufragés de la route à quelques kilomètres de la capitale n'aurait pu ni stopper l'invasisseur climatique, ni bouter la neige hors des frontières!», ironise Jean Hédou.

FLASH SPECIAL CONTROLE FISCAL

Comité Local de Programmation du 27 janvier 2011 : consternant

Après avoir parcouru le relevé de conclusions du comité local de programmation du contrôle fiscal réuni le 27 janvier 2011 la section locale s'étonne que la Direction Locale puisse organiser qu'une seule matinée sur un sujet aussi important et pour en tirer les conséquences suivantes :

- **seuls les chefs d'équipes** pourront **utilement** participer au stage spécifique ESFP (Enquête sur la Situation Fiscale Personnelle) ,
- **l'abandon de la recherche des défaillants dans les Très Petites Entreprises** alors que c'est dans ce microcosme que les fraudes sont de loin les plus nombreuses....,
- il y a un **chevauchement de compétence entre les services du contrôle fiscal de la Direction et la DIRCOFL...**
- **le taux de recouvrement du Pôle de Recouvrement Spécialisé est actuellement très faible** au regard du montant des prises en charge et du nombre de dossiers.

Pour la section FO-DGFIP une véritable politique départementale de contrôle fiscal passe :

- par une formation optimale et complète de tous les agents, actuellement soumis à une forte pression de la part d'une hiérarchie qui néglige la présence de l'Etat sur le terrain et qui privilégie les dossiers les plus rentables , laissant ainsi le champ libre à la fraude souterraine qui prend de plus en plus d'ampleur en ces temps de crise économique,
- par des moyens supplémentaires en effectif afin de pouvoir lutter efficacement contre la fraude,
- par l'utilisation d'indicateurs pertinents et utiles à la gestion quotidienne des services en charge du contrôle fiscal,
- par la défense sans faille de la part de l'administration et de ses responsables des agents confrontés à des difficultés dans l'exercice de leur mission (menaces, insultes...),
- par l'arrêt des réunions « grande messe » qui ne servent qu'à faire des opérations de communication pour nos Directeurs et qui, in fine, conduisent à une plus grande démotivation des agents.

Pour ce qui concerne le Pôle de Recouvrement Spécialisé, le syndicat FO-DGFIP s'inquiète du fait que ce poste comptable ne devienne à terme qu'un pôle d'apurement en non-valeur des dossiers dont il a la charge si la Direction Locale n'utilise pas toutes les procédures pénales et civiles existantes afin de contraindre les redevables défaillants à se libérer de leurs obligations fiscales.

La dynamique équipe de FO-DGFIP 25
CONTACTEZ-NOUS – REJOIGNEZ-NOUS
fo.025@dgfip.finances.gouv.fr

SECRETAIRE DEPARTEMENTAL (permanent):
François CHATEAU DRFIP QVP 0381252038
SECRETAIRE DEPARTEMENTALE ADJOINTE :
Sylvie BOUVEROT : SIE MONTBELIARD NORD-OUEST
SECRETAIRE DEPARTEMENTAL ADJOINT :
Alain FAIVRE : SIP PONTARLIER
SECRETAIRE DEPARTEMENTAL ADJOINT :
Patrick RAVACHE : SIP BESANCON OUEST
TRESORIER DEPARTEMENTAL :
Pascal LOUIS TISSERRAND : SIP BESANCON EST
TRESORIER DEPARTEMENTAL ADJOINT :
Lucien REBILLET : SIP BESANCON OUEST
MEMBRES DU COMITE DEPARTEMENTAL :

Marinette ROUGEOT : SIP BESANCON EST
Jean Pierre BŒUF : Trésorerie du CHR de Besançon
Jean GLASSON : Trésorerie d'Habitat 25
Maryse MAGNIN-FEYSOT : Département Informatique
DRFIP QVP

**À TOUS les agents
de la DRFiP du DOUBS,**

Au moment où le CTPD « Emplois » vient d'enregistrer –
contre l'avis des représentants du personnel – une nouvelle vague de
suppressions d'emplois, les représentants de **FO-DGFIP** vous
proposent de réagir et marquer clairement votre opposition à une
politique qui mène agents et services dans une *voie sans issue*.

Les suppressions d'emplois ne sont pas une fatalité,
Les objectifs et autres statistiques sont intenable,
Le service public se dégrade de jour en jour,
Les conditions de travail se détériorent,
Et la conscience professionnelle des agents
a des limites ... déjà atteintes, sinon dépassées.

**Pour les représentants F.O.-
DGFIP,**

le travail gratuit, c'est fini !!!

Avec eux, dites « **STOP** »

en refusant les écrêtages « horaires
variables » et les heures
supplémentaires non payées
et en ne réalisant que vos heures
normales de travail.

Ça bouchonne à l'accueil ! Mais que fait le Bison futé de Bercy ????



Vendu par des politiques sans scrupules et la caste de la haute administration
dans un grand cœur comme une immense réforme au service de l'utilisateur de
notre administration fusionnée (-elle), présenté comme tel dans les directions aux
agents perplexes, voire hostiles, **le guichet unique l'est vraiment**. Temps
d'échéance, tant de déchéance, car si la création des centres des finances
publiques a rapproché les lieux, elle a également dilaté le temps d'attente de
l'utilisateur.

Temps d'attente du public, ce n'est pas une moyenne mais une pointe, en certain
cas une heure minimum, voire une heure trente. Résultat devant cette pointe
l'utilisateur devient marteau !

Les files d'attente dans les postes sont en voie d'être enfoncées !

Entendu dans le hall d'accueil d'un site qui évoque de plus en plus Chatelet les
halles, entendu au hasard dans les rues d'une ville du département, entendu de la
propre bouche des contribuables lors d'intervention dans les entreprises, qu'est
ce qui est arrivé à l'administration des finances ?

Les plaintes n'en finissent plus, ainsi que l'incompréhension.

**Un exemple sur un site du département : Lundi 15/11/2010 : une foule
d'utilisateurs au guichet.**

Le redevable qui vient pour être reçu en SIP, par exemple, attend, deux plombes
debout, pour accéder au guichet et toucher son précieux sésame qui lui permettra
d'attendre assis. A la tombée la nuit, et elle tombe vite à cette saison, il ne lui
reste plus qu'à s'allonger dans sa voiture sur le chemin du retour, puis un
Effergan, les charentaises et au dodo ! Si après ça il n'accorde pas son cœur à
nos décideurs, et son bulletin à la France des champions du monde de la réforme
ce serait vraiment trop d'ingratitude !

Visiblement rien n'avait été prévu, anticipé, pensé pour recevoir d'un côté les
contribuables venus pour la caisse et les autres.

Aux agents dépassés par cet afflux, il est répondu que c'est une question
d'organisation, donc de leur responsabilité !!!

Une simple question, dans un tel système ou l'agent doit penser et agir, suite à la
décision royale, à quoi sert encore l'encadrement, la direction ? Faisons des
économies d'échelles, Bercy dans sa tour d'ivoire et la piétaille sur le champ de
bataille d'un service public dévasté par tant d'incompétence ou de mépris pour
la France d'en bas !

Une simple équation : suppression d'emplois+ Usagers maltraités = courageuse
réforme menée par des gens responsables !

Rien à dire l'administration est une bonne fille publique, elle met ses usagers sur
le trottoir !

Je soutiens FO, j'adhère !

Nom : Prénom :
N° Grade : Echelon :
Date prise de rang :
-Adresse administrative :
-Adresse personnelle :

E-mail perso :
Tél. prof :
Tél. portable :
Cochez l'adresse où vous souhaitez recevoir l'information syndicale.
**Bulletin à envoyer à FO-DGFIP 25, François CHATEAU , DRFIP QVP
– 63 quai Veil PICARD 25000 Besançon.**